

AFRIQUE-SENEGAL/SOCIAL-AGENCE PANAFRICAINE DE PRESSE

LIBREVILLE, 4 avril (Infosplusgabon) - Avec l'avènement au Sénégal d'une nouvelle classe politique au pouvoir, avec à la tête du pays le président Bassirou Diomaye Faye, 44 ans, la population suscite tous les espoirs et voudraient que les injustices soient aplanies. Si le chef de l'Etat fraîchement élu a énoncé parmi ses priorités, la baisse du coût de la vie, la lutte contre la corruption et la réconciliation nationale, il est également attendu dans le secteur de l'emploi, et notamment pour démêler la longue crise financière qui prévaut au sein de l'Agence panafricaine d'information (PANAPRESS), basée à Dakar. C'est ce que souhaiteraient le collectif des employés de la Panapress, à travers un communiqué de presse.

HISTORIQUE

L'idée d'un outil d'information panafricain a germé bien avant les indépendances des années 60. En effet, depuis le cinquième Congrès panafricain organisé à Manchester en 1945 par les pères fondateurs du panafricanisme -- Kwame Nkrumah, Jomo Kenyatta, etc. --, il avait été recommandé de doter le continent d'un organe d'information et de communication autonome. Ce projet a été à l'ordre du jour dans tous les congrès et conférences préparant l'accession des nations africains à l'indépendance. C'est ainsi qu'en mai 1963, la Conférence des chefs d'Etat et de gouvernement des États indépendants d'Afrique -- Assemblée constituante de l'Organisation de l'Unité Africaine (OUA) -- approuve le principe de la création d'une Agence panafricaine d'information. En juillet 1979, les ministres de l'Information de l'OUA réunis à Addis-Abeba signent une convention pour créer la Pana, et c'est le 25 mai 1983 que la première dépêche de la Pana est publiée.

LES CRISES

Quelques après sa création, la Pana a commencé à connaître des crises financières plus ou moins aigües du fait de l'irrégularité des contributions des États membres et dans les années

90, l'agence a connu des moments très difficiles.

La PANA fait l'objet d'une liquidation en octobre 1997 et devient une société anonyme, Panapress SA.

En 2000, dans le cadre d'un effort pour relancer l'agence, il y a eu le soutien de l'Unesco et de certains États, notamment la Lybie de Mammour Khadafi, qui ont mis de très importants montants financiers à sa disposition pour lui assurer d'une part son autonomie pour au moins dix ans et d'autre part lui permettre de générer ses propres fonds pour son développement, mais après trois ans seulement l'agence renoua avec les crises financières.

Depuis 2003 l'agence traverse une crise à la fois structurelle et chronique qui s'est manifestée par l'absence de paiement régulier des salaires, le départ de la majeure partie du personnel du siège à Dakar et la suppression des bureaux sous-régionaux (Yaoundé, Abidjan, Nairobi, Addis-Abeba, Lagos). La même hémorragie est notée au niveau de l'administration, du desk traduction et du département des technologies de l'information. Le service photo qui était si prometteur et faisait des résultats très intéressants a été supprimé en 2018. Tout cela a eu pour résultat un fil d'information quasi-mort, avec de très mauvaises dépêches relevant du bidonnage.

Depuis décembre 2020, les salaires des employés n'ont plus été payés et ils observent depuis lors une grève illimitée pour réclamer le paiement intégral des arriérés dus.

Ceux qui ont atteint l'âge de la retraite sont partis sans que leur arriérés de salaire ne soient payés et n'ont pas perçu leur indemnité de fin de carrière et autres droits. Les nouveaux locaux de l'agence octroyés par l'État sénégalais sont déserts, si ce n'est la présence de gardiens en faction à la porte. Le peu d'employés qui y venaient sont finalement restés chez eux.

UNE GESTION DESASTREUSE ET UNE ORGANISATION ADMINISTRATIVE NEBULEUSE

Après 30 ans à la tête de Panapress, le Directeur général Babacar Fall a mené l'agence à la faillite par une mauvaise gestion chronique. Cela a conduit à cette situation de cessation de

paiement depuis plus de trois (3) ans, les employés fatigués des mensonges récurrents d'un paiement « imminent » sont toujours en grève.

Panapress semble être une entreprise fantôme, en effet personne ne peut dire qui administre l'institution, qui sont les membres du Conseil d'administration dont on annonce parfois des décisions en son nom. A plusieurs reprises, les employés ont demandé des informations sur l'organisation institutionnelle mais il n'y a jamais eu de réponse. Les réunions statutaires de l'organe de direction sont quasi-secrètes. Après la mise en place d'un collectif par les employés à un moment de crise profonde en 2018, le personnel avait demandé à être représenté aux réunions du Conseil d'administration, si celui-ci existait réellement, mais la direction a catégoriquement refusé.

Rappelons qu'après une réunion du Conseil d'administration dont on nous informé après sa tenue, la dernière dont nous avons connaissance d'ailleurs, en octobre 2018, le Président du conseil d'administration (PCA) d'alors avait réuni les employés pour annoncer qu'une décision avait été prise stipulant que le Directeur général devenait intérimaire pendant une période de transition d'une année et serait remplacé. M. Babacar Fall est toujours là !!! Et il est là depuis plus de 32 années.

A plusieurs reprises les employés regroupés autour du collectif ont initié des actions dont l'initiative culminante a été cette grève illimitée qui continue toujours. Babacar Fall a opté comme méthode de gestion de crise le silence, un mépris adressé aux employés et l'usure du temps.

Dès sa mise en place, le collectif a préparé un mémorandum dénonçant les dysfonctionnements graves et les violations criantes des droits les plus élémentaires des employés : des salaires n'obéissant à aucune nomenclature ou classement, pas d'avancement, des employés se retrouvant avec des contrats à durée déterminée pendant plus de dix années de service, etc. Ces défaillances ont été possibles parce qu'il y a toujours eu un vide juridique et administratif voulu par Babacar Fall qui décide de tout. Depuis plus de vingt (20) années il n'y a pas eu de département administratif et financier (DAF), sinon un comptable qui n'a aucune connaissance des ressources humaines a été promu Chef du personnel. Ce dernier ne doit sa position qu'à son zèle et dévouement au Directeur général pour qui il exécute les basses besognes au détriment du personnel. Par exemple, il refuse systématiquement de délivrer des certificats de travail aux employés en grève qui doivent faire valoir leur droit à la retraite, leur empêchant ainsi de constituer leur dossier auprès des institutions de prévoyance auxquelles ils sont affiliés pour pouvoir percevoir leur pension.

Panapress est assurément une entreprise hors la loi qui jouit d'une impunité totale.

Tout cela a été possible parce que le Directeur général a tout fait pour empêcher la syndicalisation des agents, toute initiative visant à mettre en place une section syndicale a eu pour repercution le licenciement expéditif et systématique des initiateurs. Après la création du collectif des employés, les membres du bureau ont tous été illégalement et abusivement licenciés après le lancement de la grève et il leur fut interdit de mettre les pieds au siège de l'agence.

Panapress est une organisation internationale qui bénéficie d'un accord de siège et d'un statut diplomatique -- octroyés par le gouvernement du Sénégal -- dont jouit le Directeur général, Babacar Fall qui est de nationalité sénégalaise, ce qui est une anomalie. Personne ne sait quelle est l'institution qui en assure la tutelle, depuis des années nous adressons des correspondances par voie officielle et entrepris des démarches auprès du ministère des Affaires étrangères et de celui de la Communication et même à l'autorité suprême qu'est le chef de l'État mais il n'y a jamais eu de suites. Une lettre avait été adressée aux présidents de l'Union africaine (UA) et de la Commission de l'UA. Les démarches initiées auprès du Haut conseil du dialogue social (HCDS) ainsi qu'à la division des affaires juridiques et du contentieux du ministère des Affaires étrangères qui nous a reçu une fois, n'ont mené à rien.

QUESTIONS

Pourquoi rien n'est fait par l'État sénégalais qui abrite Panapress sur son sol ? Pourquoi l'organisation continentale (OUA/UA) qui avait porté sur les fonds baptismaux l'organe d'information et de communication de tout un continent en est arrivé à s'en dessaisir complètement ? Pourquoi on laisse un directeur général, qui semble être titulaire d'un poste à vie, mener un outil continental à sa perte sans aucune intervention ? Pourquoi une agence continentale est prise en otage par une poignée d'individus ? Pourquoi l'État du Sénégal qui attribue à la PANA une subvention annuelle, tirée de l'argent des contribuables sénégalais, ne contrôle-t-il pas l'utilisation de ces fonds ? Pourquoi est ce que M. Babacar Fall semble être un « intouchable » depuis plus de trente (30) années ?

APPEL

Le Sénégal, pays qui abrite l'organisation continental depuis sa création, a changé de dirigeants. C'est dans cette perspective que nous lançons un appel solennelle à la nouvelle équipe qui va présider aux destinées de ce pays pour qu'elle se penche sur la crise qui sévit à la Pana depuis des décennies pour trouver une solution qui mettra enfin un terme aux violations grave des droits des travailleurs, au calvaire continu de pères et mères de familles qui ne demandent qu'à être payés. Nous avons grand espoir que les torts seront redressés. Nous demandons justice pour les employés illégalement et abusivement licenciés pour avoir réclamé leur dû, pour mettre fin à l'impunité qui a permis aux dirigeants de Panapress de piétiner les droits des travailleurs. Nous demandons une reddition des comptes par ceux qui en ont fait leur propriété.

Pour remettre sur les rails l'agence de presse qui avait suscité tant d'espoirs pour les africains à sa création et pour insuffler un nouveau départ et l'instauration d'une organisation véritablement au service du continent africain, il sera nécessaire d'abord de situer toutes les responsabilités de la faillite par un audit financier et comptable, mais aussi administratif et organisationnel. L'obligation de rendre compte s'avère nécessaire. (Source : Collectif des employés de Panapress).

FIN/INFOSPLUSGABON/GHJ/GABON2024

© Copyright Infosplusgabon